



Paris, le 15 décembre 2023

Déclaration conjointe aux médias

Les chefs d'État et de gouvernement soutiennent l'appel urgent du FIDA à un accroissement des investissements dans les communautés rurales et la sécurité alimentaire mondiale future - l'Angola et la France en tête de file

Déclaration de Bruno Le Maire, **ministre de l'Économie, des Finances et de la souveraineté** industrielle et numérique de France, Vera Esperança dos Santos Daves De Sousa, ministre **des Finances de l'Angola**, et Alvaro Lario, Président du Fonds international de développement agricole.

Nous sommes arrivés à un moment critique de l'histoire.

L'augmentation de la température mondiale et les chocs climatiques qui en découlent ont des effets sans précédent et peut-être irréversibles sur les systèmes agricoles, mettant en péril la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde entier.

Bien que nous soyons tous concernés, la menace la plus grave pèse sur les populations rurales et les petits exploitants des zones rurales des pays en développement, où vivent environ 80 % des personnes les plus pauvres de la planète.

Sans un investissement accru dans ces communautés rurales, nous n'avons aucun espoir de mettre fin à la pauvreté et à la faim dans le monde d'ici à 2030.

Les petits exploitants agricoles produisent un tiers de la nourriture mondiale et jusqu'à 70 % de la nourriture dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ils sont essentiels à la sécurité alimentaire mondiale, nationale et locale. Pourtant, ils font trop souvent partie des personnes les plus pauvres et de celles qui souffrent le plus de la faim sur la planète.

Le changement climatique et les conflits aggravent cette situation. Une sécheresse ou une inondation extrême peut appauvrir une famille rurale du jour au lendemain. Si l'aide d'urgence est essentielle pour sauver des vies et les moyens d'existence dans les situations de crise, l'investissement dans les petits exploitants agricoles renforce et stabilise les communautés et les économies rurales, stimulant ainsi la résilience aujourd'hui et à long terme, tout en contribuant aussi à une croissance inclusive et un développement durable.

Tout au long de l'année, les gouvernements angolais et français ont soutenu le Fonds international de développement agricole (FIDA), une agence spécialisée des Nations Unies et une institution financière internationale qui investit dans le développement rural et dans les systèmes alimentaires afin d'aider les petits exploitants à produire plus de nourriture et de manière plus diversifiée, à accéder aux marchés, à développer de nouvelles technologies et à s'adapter au changement climatique. Le FIDA investit dans ceux qui risquent d'être laissés pour compte.

En accueillant la quatrième session de reconstitution des ressources financières du FIDA ces deux derniers jours à Paris, l'Angola et la France ont lancé un appel en faveur d'une reconstitution ambitieuse des ressources du FIDA **et ont montré l'exemple** en annonçant des contributions importantes (Angola \$4 millions et la France \$150 millions). À ce jour, plus de 48 États membres du FIDA ont contribué à cet appel important pour mobiliser 2 milliards de dollars de nouveaux financements, ce qui permettra au FIDA d'améliorer sensiblement les conditions de vie de 100 millions de ruraux et de doubler son impact à l'horizon 2030. À ce jour, un montant significatif de 1,076 milliards de dollars a déjà été atteint, et d'autres annonces devraient suivre avant le Conseil des gouverneurs du FIDA en février.

Le FIDA a la capacité unique de démultiplier les contributions dans les 100 pays où il travaille, transformant chaque dollar de contribution de base en six dollars d'investissement sur le terrain. S'appuyant sur sa note de crédit AA+, le FIDA a pu mobiliser des fonds supplémentaires par le biais d'emprunts privés et en se connectant aux marchés financiers mondiaux. Le FIDA est la première institution spécialisée des Nations Unies à le faire.

L'impact du FIDA est mesurable et incontestable. Même en cette ère dominée par la technologie, une grande partie de la population mondiale dépend du secteur agricole et alimentaire pour vivre. Avec un financement adéquat pour permettre aux communautés rurales de s'adapter aux défis mondiaux sans précédent auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, elles peuvent non seulement continuer à se nourrir et à nourrir leurs nations, mais aussi renforcer la sécurité alimentaire mondiale.

Aujourd'hui, le FIDA, l'Angola et la France appellent les nations du monde entier à accroître leur soutien aux zones rurales et à la sécurité alimentaire mondiale future. Nous appelons à davantage d'investissements pour transformer les systèmes alimentaires afin qu'ils fournissent une alimentation adéquate, abordable et nutritive pour tous, sans compromettre les écosystèmes et notre planète. Cet appel est urgent. Les projections actuelles indiquent que 575 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté et que 670 millions de personnes souffriront de la faim d'ici à 2030. Les tendances climatiques alarmantes soulignent encore davantage la nécessité d'une action immédiate, alors que le monde est sur une trajectoire d'une hausse des températures de 3 degrés et que l'objectif critique de 1,5 degré s'éloigne.

Investir aujourd'hui dans les communautés rurales par l'intermédiaire du FIDA, c'est investir dans un avenir meilleur pour tous.